

### Le plan d'infrastructure du président américain Biden

- Un gigantesque projet pour payer les riches  
- K.C. Adams -
- Rapport sur les infrastructures aux États-Unis par la Société américaine des ingénieurs civils
- Résumé du plan d'infrastructure de Biden

### Le plan d'infrastructure du président américain Biden

## Un gigantesque projet pour payer les riches

- K.C. Adams -



Le plan d'infrastructure de l'administration Biden est présentement devant le Congrès américain. Il prévoit l'injection de 2,3 billions de dollars du trésor public dans la construction de nouvelles infrastructures et la reconstruction de routes, de ponts, de réseaux électriques, d'approvisionnements en eau, de ports et d'aéroports. Plus de la moitié des fonds mis de côté seront remis directement aux investisseurs privés pour ce qu'on appelle des projets « verts », tel que le stratagème de 174 milliards pour payer les riches des oligopoles de l'automobile pour produire des véhicules électriques ou, comme certains disent, non sans sarcasme, « rendre Elon Musk encore plus riche ».

Une économie moderne requiert une infrastructure sociale qui dessert tous les secteurs sans égard aux rapports de production ou au système de propriété et de contrôle. Dans un vaste pays comme les États-Unis, l'infrastructure sociale est massive dans son ampleur et exige par conséquent des investissements massifs. L'infrastructure est un moyen de production socialisé dont toutes les entreprises et le peuple ont besoin d'une façon ou d'une autre. Personne ne remet en cause la nécessité d'infrastructures. Pour le peuple, la question n'est pas à savoir si les

infrastructures sociales sont nécessaires, mais bien qui les contrôle et dans quel intérêt de classe sociale elles sont construites, entretenues et réalisées (payées).

Le financement, la construction, l'entretien et la réalisation des infrastructures sociales doivent-ils servir les intérêts privés rivaux de l'oligarchie ou le bien commun de l'économie dans son ensemble et du peuple et de la société et son humanisation ? La classe ouvrière peut résoudre ce problème en sa faveur par la mobilisation politique de masse pour réclamer ce qui lui revient de droit et ouvrir une voie vers l'avant pour le renouveau démocratique et une nouvelle direction prosociale pour l'économie.

## Les infrastructures et la mondialisation impérialiste

Les moyens de transport sont évidemment une nécessité. Il est nécessaire de transporter les ressources et les produits aux usines et dans d'autres endroits de travail, y compris le facteur humain et sa capacité de travailler. En plus, le transport de produits vers les points de vente et les acheteurs, et des clients vers les marchés, sont tous des fonctions nécessaires à une économie moderne. La mondialisation a fait en sorte que la distance entre ces activités est encore plus grande.

L'infrastructure internationale sous l'impérialisme comprend la militarisation et la concurrence pour les investissements, les ressources, les marchés et les travailleurs à exploiter. La résistance du peuple au contrôle étranger et à l'exploitation est sans relâche alors que l'impérialisme est contesté de toutes parts. Le développement est inégal et des concurrents se pointent inévitablement pour contester le pouvoir en place, avec le danger constant de guerre en arrière-plan. Par exemple, la route de la soie de l'ancien monde est devenue la nouvelle route de la soie du monde moderne pour construire l'infrastructure reliant la Chine à 71 pays. En réponse à cela, les impérialistes américains sous le président Obama ont annoncé un « pivot » asiatique militaire des États-Unis et des préparatifs de guerre visant la Chine, et ces préparatifs se sont intensifiés sous la présidence Biden, avec le premier ministre Trudeau et d'autres qui emboîtent le pas.

L'infrastructure internationale et domestique préoccupe particulièrement l'oligarchie dirigeante aux États-Unis liée de près à l'économie de guerre mue par ses intérêts privés individuels et le désir collectif d'hégémonie mondiale et de victoire sur ses rivaux.



## La propriété, le contrôle et la réalisation de l'infrastructure

La propriété et le contrôle de l'infrastructure, son financement, les coûts de production et de réalisation, la distribution des profits et quels pays doivent participer à sa construction, son entretien et sa gestion au pays et à l'étranger sont des sources de rivalité pour les oligarques et leurs représentants politiques en fonction de leurs intérêts et besoins privés. Le bien commun et comment l'infrastructure doit servir l'économie dans son ensemble et ses parties de façon coopérative ne font pas partie des considérations des oligarques impérialistes. La quête du profit maximum domine leurs pensées et leurs actions.

Dès que les décisions sont prises par ceux qui contrôlent, la question qui surgit est comment

financer cette infrastructure. Les 2,3 billions de dollars proviendront à la fois de la fiscalité générale et des dépenses déficitaires. Ce qui fait bien l'affaire des oligarques, puisque prêter de l'argent du gouvernement est une façon sécuritaire et fiable non seulement d'obtenir de l'intérêt, mais aussi de placer de l'argent lorsque les options sont rares dans des situations données. La fiscalité générale est devenue une façon pour la classe ouvrière de payer à partir de sa valeur reproduite puisque la plupart des oligarques et leurs entreprises paient peu d'impôt.

La construction et l'entretien d'infrastructures est avant tout l'affaire privée d'énormes entreprises qui sont habituellement la propriété de cartels d'investissement mondiaux et contrôlées par eux. Les profits provenant de la construction d'infrastructures sont immenses, comme en témoignent la fébrilité et les luttes intestines des riches pour exercer leur influence politique afin d'être en position de décider des contrats et de les attribuer.

La réalisation de la valeur transférée des infrastructures est entourée de mystère. Les entreprises qui consomment ces infrastructures en tant que moyen de production et de distribution cherchent à le faire aux coûts les plus bas possible, et même sans rien déboursier. Souvent, elles ne paient absolument rien, comme pour le transport collectif urbain, ou ne déboursent que très peu, une infime fraction de la vraie valeur par le biais de routes et de ponts sur la base d'ententes à des « taux industriels », le service postal ou les entreprises hydro-électriques publiques en étant de bons exemples.

Les oligarques considèrent les infrastructures, qui reproduisent le facteur humain et maintiennent sa disponibilité, sa santé et son éducation selon les normes requises comme ne relevant pas de leur responsabilité pour ce qui est de payer pour (réaliser) ces infrastructures par le biais de leurs entreprises, si ce n'est que par des frais d'usagers minimaux, la fiscalité des entreprises, les oeuvres de charité et certaines conventions collectives avec leurs propres travailleurs liées aux régimes de retraite et à d'autres avantages sociaux.

Le refus de reconnaître l'infrastructure sociale comme un moyen de production nécessaire qui relève de la responsabilité individuelle et collective de toutes les entreprises actives dans l'économie a comme résultat de rejeter le coût de la réalisation sur le dos de la classe ouvrière. Le refus de ceux qui contrôlent l'économie et ses parties de reconnaître et d'assumer leurs responsabilités sociales signifie que les problèmes restent non résolus, les conditions sociales se détériorent et le peuple est privé de son droit à l'éducation, la santé, l'emploi et même sa vie.

## **L'édification nationale**



En vertu du régime actuel des oligarques, les dépenses en infrastructure visent à consolider leurs intérêts et contrôle privés en opposition à la nécessité d'édification nationale pour servir l'économie et le peuple également. L'édification nationale moderne est un projet que la classe ouvrière doit prendre en mains, en vertu de son contrôle et de son objectif de servir le peuple, sa société et toute l'humanité.

Très peu de dépenses publiques contrôlées par l'oligarchie mènent à un revenu réel réalisé et potentiel pour les entreprises organisées par l'État et qui pourrait être réinvesti dans d'autres infrastructures et programmes sociaux. Ce manque engendre un problème structurel pour l'impérialisme sur la question de trouver les fonds publics pour payer les riches et pour financer les immenses pouvoirs de police au pays et sur le plan international, la

bureaucratie et l'infrastructure d'État. Les oligarques rejettent le fardeau de trouver des fonds publics pour le trésor public sur le dos de la classe ouvrière par le biais d'impôts sur le revenu des particuliers et les frais d'usagers. C'est une pression vers le bas qui est exercée sur la classe ouvrière et sur son niveau de vie.

Les dépenses réduites de l'État pour les programmes sociaux et la nécessité pour les oligarques de toujours maintenir un certain niveau de chômage ou un « surplus de travailleurs » disponibles en tout temps engendrent une détérioration des conditions sociales et un flux constant de travailleurs qui quittent la population active pour se retrouver dans l'extrême pauvreté, ainsi que d'un nombre égal de gens qui participent à des actions sociales et de bienfaisance pour tenter d'aider les pauvres et faire valoir leurs besoins. Pourquoi le problème de l'industrialisation de la pauvreté et des oeuvres de charité n'est-il jamais soulevé par les cercles officiels alors que la productivité de l'économie moderne peut de toute évidence trouver des solutions qui puissent élever le niveau culturel et social du peuple, affirmer ses droits et lui permettre de participer au travail et à la vie selon la capacité de chacun.

Lorsqu'il y a construction et entretien d'infrastructures sociales, ce sont avant tout les intérêts privés de l'oligarchie qui sont servis. C'est une raison de plus pour que les oligarques s'entredéchirent féroce­ment pour veiller à ce que leurs intérêts privés soient représentés au gouvernement et que leurs agents politiques au sein des partis cartels se trouvent en position d'attribuer des contrats.

Les révélations sur l'économie politique sur la question des infrastructures et le refus de l'oligarchie d'assumer ses responsabilités constituent un des fronts de lutte pour affirmer les droits de tous et réclamer ce qui revient de droit à la classe ouvrière en tant que productrice de toute valeur. Les révélations et la lutte de classe pour arrêter de payer les riches et augmenter les investissements dans les programmes sociaux tracent la voie d'une nouvelle direction pour l'économie qui fait en sorte que les producteurs de fait eux-mêmes prennent le contrôle des affaires économiques et politiques et qu'ils se libèrent du fardeau imposé par les intérêts privés étroits en concurrence des oligarques, qui dictent ce qui doit être fait, en opposition à la classe ouvrière et aux forces productives socialisées.



---

## Rapport sur les infrastructures aux États-Unis par la Société américaine des ingénieurs civils

À chaque quatre ans, la Société américaine des ingénieurs civils (ASCE) publie un bulletin de rendement pour les infrastructures américaines, qui évalue l'état et le rendement des infrastructures américaines et leur attribue une note en fonction de leur état physique et des investissements requis pour les améliorer. L'administration Biden a eu recours au rapport de 2021 pour souligner les nombreuses défaillances dans les infrastructures nationales pour faire valoir la nécessité de son plan de 2,3 billions de dollars pour payer les riches.

En réalité, les échecs liés aux infrastructures



crèvent les yeux dans la vie quotidienne des gens comme en témoignent l'eau courante empoisonnée à Flint, au Michigan, la souffrance des gens au cours de la vague de chaleur dans l'ouest du pays et la détérioration évidente des conditions de vie et de travail dans plusieurs villes et villages y compris l'effondrement soudain d'une tour à condos dans une enclave relativement aisée de la Floride, coûtant la vie à un grand nombre de personnes. La construction et l'entretien d'infrastructures sociales est une nécessité sans faute de toute société, en particulier de sociétés modernes dans lesquelles l'économie et la vie elle-même sont socialisées et interreliées.

Le problème n'est pas de savoir si les infrastructures sont défaillantes, mais de reconnaître que l'oligarchie financière qui contrôle les affaires économiques et politiques n'est pas en mesure d'organiser ce qui est nécessaire. Construire des infrastructures dans un contexte moderne fait partie de l'édification nationale pour le bien commun. Pour y arriver, il faut que le but soit de servir le peuple, l'économie, la nation et l'ensemble de l'humanité, et que le peuple soit investi du pouvoir souverain et du contrôle.

Le but des cercles dirigeants des oligarques est intéressé et compétitif. Leurs actions sont dictées par leur but et leurs intérêts étroits divergents qui agissent à l'encontre du caractère socialisé de l'économie et du monde moderne et des besoins du peuple. L'économie contemporaine a besoin de coopération et d'un but visant à répondre aux besoins du peuple et à affirmer ses droits, ce qui ne peut se faire que si l'économie entière – avec tous ses secteurs, toutes ses entreprises, ainsi que l'environnement social et naturel – est prise en compte lorsque vient le temps de décider et de planifier.

Le but des oligarques est basé sur l'expropriation de nouvelle valeur que les travailleurs qu'ils contrôlent produisent au pays et à l'étranger, dans le contexte d'une concurrence féroce avec d'autres oligarques mondiaux. Leur but de maximiser leur profit privé va de pair avec leur obsession de servir leurs intérêts privés et non les larges intérêts généraux du peuple et de la nation. Avec ce but étroit, les oligarques exigent que l'économie et ses infrastructures servent, d'une façon ou d'une autre, leurs intérêts privés. Leurs actions entrent directement en conflit avec l'économie socialisée moderne qui requiert une coopération qui bénéficie à tout le monde et non la cupidité et la concurrence qui ne bénéficient qu'à quelques-uns. Il en résulte des crises économiques chroniques, des guerres, des problèmes non résolus et une détérioration des conditions sociales et naturelles.

À l'ère moderne, la construction d'une nation progresse lorsque le peuple lutte pour le contrôle et la prise de décision. Les travailleurs qui s'organisent pour affirmer leurs droits et leurs revendications sur ce qu'ils produisent servent l'édification nationale et l'économie socialisée au sens large. Servir les intérêts généraux de la société et de toute l'humanité exige la coopération et l'avantage réciproque de tous les secteurs et entreprises de l'économie.

## **Le rapport et l'évaluation des infrastructures aux États-Unis**

Selon le plus récent rapport et l'évaluation des infrastructures aux États-Unis par la Société américaine des ingénieurs civils, les ponts, les routes, le transport en commun, les ports, les aéroports, les voies navigables intérieures, les approvisionnements en eau, les conduites d'eaux usées, les systèmes d'égouts et les autres infrastructures nécessitent des investissements d'au moins 6 milliards de dollars pour répondre aux besoins de l'économie.

Les auteurs du rapport estiment que plus de 40 % des routes et des autoroutes de la nation sont en mauvais état ou moyennement en mauvais état. En outre, ils affirment que les systèmes d'infrastructures d'eau potable, représentant 3,5 millions de kilomètres de conduites souterraines, ont vieilli et ont un urgent besoin de rénovations. Les services d'approvisionnement en eau n'ont été remplacés qu'au rythme de 1 à 5 % annuellement,

vraiment trop peu, faute de financement.

On y souligne aussi que des 617 000 ponts aux États-Unis, « 42 % d'entre eux ont au moins 50 ans, et 46 154, soit 7,5 %, des ponts du pays sont jugés structurellement défailants et dans un état pitoyable ». Selon le rapport, il y a un retard dans la réparation urgente de ponts et pour y arriver il faudrait 125 milliards de plus que ce que propose Biden pour les autoroutes, les rues et les ponts. L'administration Biden soulève cette réalité criante de l'état des infrastructures comme prétexte pour payer les riches et servir les intérêts privés étroits de ces oligarques avec qui son parti cartel au pouvoir est lié.

La question n'est pas de savoir si le renouvellement des infrastructures est nécessaire ou non. La question est de savoir qui décide ? Qui décide de la direction et du but de l'économie ? En constituant elle-même la nation, en la construisant à sa propre image et en confiant le pouvoir de décision au peuple, la classe ouvrière peut reconstruire la nation avec un nouvel objectif et une nouvelle direction pour l'économie et la politique qui servent le peuple et la société. Cela devient une base pour aider l'humanité tout entière à aller de l'avant.

Les rapports de l'ASCE sont disponibles [ici](#).



---

## Résumé du plan d'infrastructure de Biden

*Le résumé du plan est tiré d'une fiche d'information de la Maison-Blanche[1]. Les commentaires sont entre doubles parenthèses.*

((Les fonds publics impliqués dans le plan d'infrastructure servent à payer les riches et servent leurs intérêts privés particuliers et non le bien-être général. Les montants prévus dans le projet de loi sur les infrastructures présenté au Congrès, ajoutés aux montants du budget déjà approuvés pour l'armée américaine, la sécurité intérieure et les nombreuses agences d'espionnage, sont renversants par leur taille et leur portée. Ils montrent l'extraordinaire capacité productive de la classe ouvrière moderne et les forces productives socialisées auxquelles elle applique son travail. Si la richesse sociale disponible était canalisée dans des projets d'édification nationale centrés sur l'être humain et au service du peuple, des progrès remarquables pourraient être réalisés sur tous les fronts et un début d'humanisation de l'environnement social et naturel pourrait être entrepris. Déjà, la lutte des peuples du monde entier contre la guerre, pour des gouvernements antiguerre et une économie de paix montre la voie à suivre.))

### Transports

Six-cent-vingt-et-un milliards de dollars pour construire et réparer les infrastructures physiques de transport : routes, ponts, transports en commun, chemins de fer, ports, voies navigables, aéroports et véhicules électriques.

Réparer les routes et les ponts. Un kilomètre sur cinq, soit 277 000 kilomètres d'autoroutes et de routes principales, est en mauvais état, de même que 45 000 ponts.

Cent quinze milliards de dollars du total sont spécifiquement destinés aux autoroutes, aux rues et à la réparation des grands ponts les plus importants sur le plan économique et à la réparation des 10 000 plus petits ponts qui sont dans le pire état.

((Les corridors de transport continentaux sont à l'ordre du jour, de même que l'intégration

accrue du Mexique et du Canada dans l'économie de guerre américaine. La Sécurité intérieure des États-Unis veut des corridors de transport stratégiques à des fins militaires pour déplacer des troupes et du matériel afin de réprimer la rébellion de la classe ouvrière et d'autres actions politiques de masse à la défense des droits, comme le soulèvement en 2020 contre les morts de Noirs américains aux mains de la police, entre autres. En outre, les sections rivales de l'oligarchie souhaitent la mobilité des forces policières et militaires sous leur contrôle en cas de guerre civile avec leurs riches rivaux. Les corridors de transport sont également classés comme stratégiques dans la mesure où ils servent à extraire et à expédier les ressources du Canada et à déplacer les marchandises du Mexique.))

## **Transports en commun de masse**

Le département des Transports déclare que l'infrastructure de transport actuelle est inadéquate. Il estime que des réparations représentant plus de 105 milliards de dollars en achats de matériel sont nécessaires pour compenser celles qui auraient dû être faites. Cela représente plus de 24 000 autobus, 5 000 wagons ferroviaires, 200 gares et des milliers de kilomètres de voies, de signaux et de systèmes électriques à remplacer. Un montant supplémentaire de 85 milliards de dollars est prévu pour moderniser les transports en commun existants, ce qui signifie doubler le financement fédéral des transports en commun.

Quatre-vingt milliards de dollars sont nécessaires pour combler le retard de réparation d'Amtrak et moderniser la ligne du Corridor nord-est entre Boston et la capitale Washington.

Le plan améliorera les ports, les voies navigables et les aéroports. Dix-sept milliards de dollars seront consacrés aux voies navigables intérieures, aux ports côtiers, aux ports d'entrée terrestres et aux traversiers, qui sont tous essentiels au transport de marchandises dans le pays.

Les aéroports du pays sont très en retard sur leurs concurrents mondiaux. Selon certains classements, aucun aéroport américain ne se classe parmi les 25 premiers aéroports mondiaux. Le plan prévoit un investissement de 25 milliards de dollars dans les aéroports, notamment en finançant le programme d'amélioration des aéroports, en modernisant les équipements de l'Administration fédérale de l'aviation (FAA) qui garantissent la sécurité et l'efficacité du transport aérien, ainsi qu'un nouveau programme visant à soutenir la rénovation des terminaux et les connexions multimodales pour un accès abordable, pratique et sans voiture au transport aérien.

((Le transport public de masse est un élément important de l'infrastructure sociale en tant que moyen de production de l'économie socialisée. Aucune économie moderne ne peut fonctionner sans transport en commun pour déplacer les travailleurs vers et depuis leur lieu de travail et les consommateurs vers et depuis les zones commerciales et à d'autres fins. Toutes les entreprises de l'économie sont plus ou moins responsables de réaliser (payer pour) le prix de production des moyens de production sociaux. On pourrait facilement déterminer le montant que chaque entreprise devrait payer pour le transport en commun, qui devrait aller directement aux entités productrices et non dans les coffres du gouvernement général.

((De même, le prix de production des transports en commun pourrait être largement réduit et leur utilisation par la population humanisée si la construction, l'entretien et la fourniture de transports en commun avec les bâtiments, les véhicules, les machines et le matériel nécessaires étaient systématiquement organisés comme des entreprises publiques centrées sur l'être humain, où la valeur ajoutée produite par les travailleurs est réinvestie dans l'amélioration de tous les aspects du transport en commun, au lieu d'être expropriée sous forme de profit privé.

((L'importance des investissements nécessaires aux transports modernes signifie que le taux de profit des investisseurs privés est faible – si ce n'est que les gouvernements paient les riches.

Cela est évident dans le domaine de l'aviation, où les compagnies aériennes privées sont parmi les plus fortement subventionnées par les gouvernements. Il ne s'agit pas seulement de subventions directes à ces compagnies, mais de tous les moyens de production sociaux nécessaires, tels que les aéroports et la recherche, que les gouvernements financent. La recherche, le développement et la production d'avions sont également étroitement liés à l'armée et aux achats gouvernementaux de machines et de matériel de guerre à des prix gonflés.))

## **L'Amérique d'abord**

Cela modifie les règles concernant les dépenses fédérales pour l'achat de biens, d'équipements, de véhicules et de matériaux fabriqués aux États-Unis pour des projets d'infrastructure : 180 milliards de dollars à investir pour favoriser le leadership américain en matière de recherche et de développement dans les technologies critiques, moderniser l'infrastructure de recherche des États-Unis et faire des États-Unis un leader en matière de science du climat, d'innovation et de recherche et développement.

Encourager les chaînes d'approvisionnement nationales, des matières premières aux pièces détachées, réoutiller les usines pour qu'elles soient compétitives au niveau mondial et soutenir la fabrication de batteries et de véhicules électriques par des travailleurs américains.

((Le système impérialiste d'États dominé par les États-Unis suit déjà le mantra « L'Amérique d'abord », où c'est l'oligarchie dirigeante des États-Unis qui vient « d'abord ». L'armée américaine mondialisée parcourt le monde pour assurer la domination de l'oligarchie américaine et pour que l'humanité se plie à ses exigences et à son objectif du profit maximum pour les riches. Les cercles dirigeants pensent manifestement que tous ces discours sur l'Amérique d'abord convaincront tout le monde que le renforcement de l'oligarchie responsable des problèmes sociaux et naturels actuels et des conditions auxquelles les travailleurs sont confrontés aux États-Unis peut conduire à des solutions. Les peuples n'ont pas oublié leur expérience, présente et passée et considèrent partout que les cercles dirigeants n'ont aucune légitimité, aucune réponse et que ce sont les peuples dans leurs nombreuses luttes pour leurs droits qui fournissent une alternative.))

## **Secteur manufacturier**

La Maison-Blanche écrit : « Le secteur manufacturier américain représente 70 % des dépenses de recherche et développement des entreprises, 30 % de la croissance de la productivité et 60 % des exportations. L'industrie manufacturière est un noeud critique qui aide à convertir la recherche et l'innovation en une croissance économique durable. »

Le plan investit 300 milliards de dollars dans le renforcement des chaînes d'approvisionnement manufacturières pour les biens essentiels et investit 50 milliards de dollars pour créer un nouveau bureau au sein du département du Commerce dédié au suivi de la capacité industrielle nationale et au financement des investissements pour soutenir la production de biens essentiels. Le plan prévoit également un investissement de 50 milliards de dollars dans la fabrication et la recherche en matière de semi-conducteurs.

((Le plan Biden n'a rien à voir avec résoudre les problèmes contemporains des rapports de production et de la manière d'utiliser les énormes forces productives de la production socialisée pour le bien commun. Par exemple, l'éducation et la recherche publiques ont développé les connaissances nécessaires à la production de vaccins et d'autres produits pharmaceutiques modernes; pourtant, les fabricants privés de Big Pharma (grands monopoles pharmaceutiques) déclarent que ce savoir humain collectif est leur propriété privée, leur « propriété intellectuelle ». Ils exproprient des milliards de profits des vaccins contre la COVID-19 que les gouvernements achètent, sans parler de l'argent sale dont ils s'emparent avec le désastre des



analgésiques opioïdes qu'ils ont répandus sur le monde et qui était à l'origine de 93 331 décès par surdose l'an dernier, rien qu'aux États-Unis.)

## **Améliorer l'accès aux capitaux pour les fabricants nationaux**

Le plan prévoit un investissement de plus de 52 milliards de dollars dans les fabricants nationaux et comprend des programmes d'aide spécifiques pour la modernisation des chaînes d'approvisionnement, notamment dans le secteur automobile, comme la prolongation du programme de « crédit d'impôt 48C ». Il prévoit la création d'un nouveau programme de financement pour soutenir les investissements par emprunt et par actions dans le secteur manufacturier afin de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement américaines et investira 31 milliards de dollars dans des programmes permettant aux petites entreprises d'avoir accès au crédit, au capital de risque et à des fonds pour la recherche et le développement.

((Les intérêts privés des riches ont pris le contrôle des gouvernements à tous les niveaux, s'emparant des fonds publics pour servir leurs intérêts privés alors que le peuple exige que le bien commun soit servi, avec des investissements accrus dans les programmes sociaux et la fin du financement de la guerre et du maintien massif de l'ordre par les forces policières.))

## **Recherche et développement**

La Maison-Blanche écrit : « Les investissements publics dans la recherche et le développement (R&D) jettent les bases des futures percées qui, avec le temps, génèrent de nouvelles entreprises, de nouveaux emplois et davantage d'exportations. Cependant, nous avons besoin de plus d'investissements si nous voulons maintenir notre avantage économique dans l'économie mondiale d'aujourd'hui. Nous sommes l'une des rares grandes économies dont les investissements publics dans la recherche et le développement ont diminué en pourcentage du PIB au cours des 25 dernières années. Des pays comme la Chine investissent de manière agressive dans la R&D, et la Chine se classe désormais au deuxième rang mondial pour les dépenses de R&D [...] Afin de sortir vainqueur de l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle, le président Biden pense que l'Amérique doit recommencer à investir dans les chercheurs, les laboratoires et les universités de notre pays. Mais cette fois, nous devons le faire en nous engageant à appuyer les travailleurs et les régions qui ont été laissés de côté par les investissements passés. Il demande au Congrès de faire un investissement de 180 milliards de dollars qui permettra de faire progresser le leadership américain dans les technologies critiques et améliorer l'infrastructure de recherche de l'Amérique. Le leadership américain dans les nouvelles technologies – de l'intelligence artificielle à la biotechnologie en passant par l'informatique – est essentiel à la fois pour notre compétitivité économique future et pour notre sécurité nationale. [...] Le président Biden demande au Congrès d'investir 50 milliards de dollars dans la National Science Foundation (NSF), en créant une direction en matière de technologie qui collaborera avec les programmes existants au sein du gouvernement et s'appuiera sur eux. Elle se concentrera sur des domaines tels que les semi-conducteurs et l'informatique avancée, les technologies de communication avancées, les technologies énergétiques avancées et la biotechnologie. Il demande également au Congrès de fournir 30 milliards de dollars de financement supplémentaire pour la R&D qui stimule l'innovation et la création d'emplois, y compris dans les zones rurales. Son plan prévoit également un investissement de 40 milliards de dollars dans l'amélioration de l'infrastructure de recherche dans les laboratoires à travers le pays, y compris les installations physiques et les capacités et réseaux informatiques [...] Le président demande au Congrès d'investir 35 milliards de dollars dans l'ensemble des solutions nécessaires pour réaliser des percées technologiques qui permettront de résoudre la crise climatique et de positionner l'Amérique comme le leader mondial des technologies et des emplois dans le domaine de l'énergie propre [...]. En plus d'une augmentation de 5 milliards de dollars du financement d'autres recherches axées sur le climat, son plan investira 15 milliards de

dollars dans des projets de démonstration pour les priorités de la R&D sur le climat, notamment le stockage de l'énergie à l'échelle des services publics, le captage et le stockage du carbone, l'hydrogène, le nucléaire avancé, la séparation des éléments de terres rares, l'éolien flottant au large des côtes, les biocarburants/bioproducts, l'informatique quantique et les véhicules électriques, ainsi que le renforcement du leadership technologique des États-Unis dans ces domaines sur les marchés mondiaux. »

((Vive l'oligarchie financière qui dicte toutes les affaires qui touchent la vie des gens ! Cela se lit comme un manifeste de guerre pour vaincre tous les concurrents et permettre aux oligarques américains de « sortir vainqueurs du XXIe siècle ». La demande aux États-Unis est que *Rapatrier les troupes maintenant !* Partout, on exige que les percées scientifiques, y compris les vaccins, ne soient pas destinées à la guerre et au profit, mais qu'elles soient partagées par tous et servent l'humanité.))

### **Infrastructure numérique**

Cent milliards de dollars pour construire une infrastructure à large bande à haut débit afin d'atteindre une couverture à 100 % dans tout le pays.

((Les grandes entreprises technologiques contrôlent déjà l'Internet et les médias sociaux. Cela rendra les riches encore plus puissants au détriment du peuple.))

### **Développement de la main-d'oeuvre**

Le plan prévoit un investissement de 100 milliards de dollars dans des programmes éprouvés de développement de la main-d'oeuvre. Il associera les efforts de création d'emplois à des programmes de formation de la nouvelle génération comprenant une formation de haute qualité et des partenariats efficaces entre les établissements d'enseignement, les syndicats et les employeurs. Le plan prévoit 40 milliards de dollars pour un nouveau programme pour les travailleurs déplacés (Dislocated Workers Program), comprenant une formation professionnelle pour les personnes anciennement incarcérées et les jeunes ayant des démêlés avec la justice, ainsi qu'une formation sectorielle visant à enseigner aux travailleurs de nouvelles compétences pour les emplois demandés. Les programmes de formation sectorielle seront axés sur les secteurs en pleine croissance et à forte demande, tels que l'énergie propre, le secteur manufacturier et les soins aux personnes. En résumé, le plan consiste à renforcer la capacité de la main-d'oeuvre existante, notamment par des apprentissages et des préapprentissage reconnus, en créant un à deux millions de nouvelles places d'apprentissage reconnus.

((C'est présenté comme étant conçu pour venir en aide à la classe ouvrière alors qu'en fait les fonds publics sont utilisés pour former les travailleurs à l'emploi des oligopoles, notamment aux techniques de production modernes, sans que les grandes entreprises ne paient le prix social de la production de la capacité de travail des travailleurs.))

### **Énergie verte, véhicules électriques et réseau**

Les ventes de véhicules électriques (VE) ne s'accéléreront pas sans une infrastructure de transport électrique.

La transition vers des véhicules électriques : un investissement public de 174 milliards de dollars dans des entreprises privées pour conquérir le marché mondial des VE. Le plan prévoit d'accorder aux consommateurs des remises au point de vente et des incitations fiscales pour l'achat de VE de fabrication américaine, de mettre en place des programmes de subventions et d'incitations pour les gouvernements des États et des collectivités locales et le secteur privé afin de construire un réseau national de 500 000 chargeurs de VE d'ici 2030, des remises aux

consommateurs et des incitations fiscales pour l'achat de véhicules électriques de fabrication américaine. Affecter 100 milliards de dollars à la modernisation du réseau électrique.

Remplacer 50 000 véhicules de transport en commun à moteur diesel et électrifier au moins 20 % de la flotte d'autobus scolaires. Le gouvernement utilisera les vastes outils de l'approvisionnement fédéral pour électrifier la flotte fédérale, y compris le service postal des États-Unis. Quarante-six milliards de dollars pour les achats fédéraux de voitures électriques, de bornes de recharge et des thermopompes électriques pour les logements et les bâtiments commerciaux.

Vingt-sept milliards de dollars pour « l'accélérateur d'énergie propre et de durabilité », qui étend les crédits d'impôt pour promouvoir les alternatives d'énergies solaire et éolienne.

Dix milliards de dollars pour la création d'un « corps civil pour le climat » afin de promouvoir les investissements publics dans les entreprises vertes privées.

Le plan prévoit un investissement de 16 milliards de dollars pour mettre l'industrie de l'énergie au travail afin de colmater les puits de pétrole et de gaz orphelins et de nettoyer les mines de charbon, de roche dure et d'uranium abandonnées.

Dans des milliers de communautés rurales et urbaines du pays, des centaines de milliers d'anciens sites industriels et énergétiques sont aujourd'hui inutilisés. Le plan prévoit un investissement de 5 milliards de dollars pour l'assainissement et le réaménagement de ces sites industriels abandonnés et des sites dits « Superfund ».

Le plan réactivera le programme de subventions POWER de la Commission régionale des Appalaches, les subventions de rééquipement du département de l'Énergie pour les usines désaffectées et les subventions de capacité et de projet pour s'attaquer à la pollution héritée.

Joe Biden estime que la transition vers l'énergie propre basée sur le marché offre d'énormes possibilités de développement de nouveaux marchés et de nouvelles industries. Le plan prévoit la mise en place de dix installations pilotes pour démontrer les améliorations apportées au captage du carbone dans les grandes installations de production d'acier, de ciment et de produits chimiques. Le plan réforme et élargit le crédit d'impôt de la section 45Q sous forme de paiements directs et plus facile à utiliser pour les applications industrielles difficiles à décarboniser, le captage direct dans l'air et la modernisation des centrales électriques existantes.

((Le secteur vert est en train de devenir rapidement un secteur dominant pour l'oligarchie, avec l'émergence de nouveaux milliardaires tels que l'ancien vice-président Al Gore, dotés d'un pouvoir énorme et de l'influence politique nécessaire pour contrôler et diriger les fonds publics dans leur direction. Toute entreprise et tout investissement de l'ampleur de ceux annoncés dans le plan Biden nécessitent des fonds que le secteur privé n'est pas disposé à fournir sans les garanties gouvernementales de la sécurité de l'investissement et du rendement. L'oligarchie s'efforce d'utiliser son pouvoir pour empêcher la classe ouvrière de créer de nouveaux rapports de production conformes aux moyens de production déjà socialisés, ce qui ouvrirait la voie à une direction prosociale et antiguerre de l'économie et des affaires politiques).

## Eau

Le plan investit 111 milliards de dollars pour remplacer 100 % des canalisations et des lignes de service en plomb du pays. Moderniser les systèmes d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales du pays, s'attaquer aux nouveaux contaminants et soutenir les infrastructures d'eau propre dans les régions rurales du pays. Le plan prévoit d'injecter 45 milliards de dollars dans le *Drinking Water State Revolving Fund* de l'Agence de protection de l'environnement et dans les

subventions WIIN (*Water Infrastructure Improvements for the Nation Act*).

## **Logement**

Le plan prévoit un investissement de 213 milliards de dollars pour produire, préserver et rénover plus de deux millions de logements abordables et durables grâce à des crédits d'impôt ciblés, des formules de financement, des subventions et une aide au loyer basée sur des projets précis. Il investira 40 milliards de dollars pour l'amélioration des infrastructures du système de logement public en Amérique.

Le plan établit un programme de subventions qui accorde un financement souple aux juridictions qui prennent des mesures pour éliminer les obstacles à la création de logements abordables. Le plan fera appel à des entreprises pour améliorer les maisons et les entreprises par le biais de programmes de subventions globales, du programme d'aide à l'intempérisation, et par l'extension et l'élargissement des crédits d'impôt pour l'efficacité énergétique des maisons et des entreprises.

Le plan établira un accélérateur d'énergie propre et de durabilité de 27 milliards de dollars pour mobiliser les investissements privés dans les ressources énergétiques distribuées, la modernisation des bâtiments résidentiels, commerciaux et municipaux, et les transports propres.

((Cet argent public est destiné aux entreprises de construction privées et aux établissements de crédit, ce qui rend les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Ce qu'il faut, ce sont des projets de logements sociaux destinés à fournir des logements pour tous aux niveaux culturels et matériels les plus élevés qui existent à l'heure actuelle, avec une prise de décision entre les mains du peuple.))

## **Écoles**

Cent milliards de dollars pour construire de nouvelles écoles publiques et améliorer les bâtiments existants avec de meilleurs systèmes de ventilation, des laboratoires de technologie mis à jour et des cafétérias améliorées qui peuvent préparer des repas plus nutritifs. Douze milliards de dollars seront alloués aux États pour répondre aux besoins d'infrastructure des collèges communautaires, sous réserve de l'amélioration des infrastructures physiques et technologiques existantes. L'argent doit être mis à disposition par le biais de 50 milliards de dollars de subventions directes et de 50 milliards de dollars supplémentaires obtenus par le biais d'obligations.

((Le droit à l'éducation est nécessaire au fonctionnement de la société et les installations éducatives doivent être établis sur une base moderne pour répondre à ce droit, y compris la prise de décision par les enseignants, le personnel, les parents et les étudiants.))

## **Garde d'enfants**

Vingt-cinq milliards de dollars pour améliorer les installations de garde d'enfants détenues et contrôlées par le secteur privé. Le plan veut également étendre un crédit d'impôt pour encourager les employeurs à construire des installations de garde sur les lieux de travail. Les employeurs recevront 50 % de la première tranche d'un million de dollars de coûts de construction par installation.

((C'est encore un autre plan pour payer les riches, non seulement en donnant de l'argent public aux garderies privées de plus en plus monopolisées, mais aussi aux entreprises de construction privées. Les garderies et les centres d'apprentissage précoce devraient faire

partie d'un système d'éducation publique centré sur l'être humain, de la naissance à la mort, qui affirme le droit à l'éducation pour tous au plus haut niveau atteint par la société.))

### **Investissements médicaux**

Le plan prévoit 30 milliards de dollars pour de nouveaux investissements dans les contre-mesures médicales en cas de pandémie, dans la fabrication, la recherche et le développement ainsi que dans la préparation et la biosécurité, afin de renforcer le stock national stratégique de notre pays. Il accélère le calendrier de recherche, de développement et d'essais sur le terrain et de produits thérapeutiques pour les épidémies émergentes et futures; il réduit le temps de réponse en développant des prototypes de vaccins par le biais d'essais de phase I et II, en testant des technologies pour la mise à l'échelle rapide de la production de vaccins et en assurant une capacité de production suffisante en cas d'urgence; il forme le personnel pour la réponse aux épidémies et aux pandémies; et les ingrédients pharmaceutiques actifs terrestres. Le plan prévoit investir 10 milliards de dollars dans le plan de secours des États-Unis pour prévenir les pandémies futures.

((C'est bien beau tout ça, mais ces investissements aident vraiment les sociétés privées Big Pharma à devenir plus riches qu'elles ne le sont déjà. Le scandale de l'achat par le gouvernement de vaccins à des cartels privés qui ont bénéficié de fonds publics pour la recherche et le développement et de scientifiques ayant une éducation moderne ne doit pas se répéter. Le matériel de pensée humaine appartient à toute l'humanité et ne devrait pas être une question de propriété privée et manipulée pour enrichir quelques individus.))

### **Soins de longue durée pour les personnes âgées**

Quatre cents milliards de dollars de dépenses pour des soins de longue durée pour les personnes âgées et les personnes handicapées, principalement détenus et contrôlés par le secteur privé.

((Il convient de noter que ces maisons de soins ont été des centres de décès et de misère pendant la pandémie et qu'on propose maintenant de les récompenser par des fonds publics au lieu de devoir rendre compte de leurs crimes.))

Le plan élargit l'accès aux services de soins de longue durée dans le cadre de Medicaid. Il offre davantage de possibilités aux personnes de recevoir des soins à domicile par le biais de services communautaires ou de membres de la famille. Quatre cent cinquante milliards de dollars pour permettre à un plus grand nombre d'Américains âgés et à leur famille de recevoir des soins à domicile ou dans leur communauté, par opposition aux maisons de soins et autres institutions. Le plan souligne que les aides-soignants sont sous-payés et sous-évalués depuis bien trop longtemps. Les salaires des travailleurs essentiels des soins à domicile sont d'environ 12 dollars de l'heure, ce qui les place parmi les travailleurs les moins bien payés. En fait, un travailleur sur six dans ce secteur vit dans la pauvreté. Des études montrent que l'augmentation de la rémunération des travailleurs de soins directs améliore considérablement la sécurité financière des travailleurs, la productivité et la qualité des soins offerts. Une étude a montré que l'augmentation de la rémunération des travailleurs des soins a permis d'éviter des décès, de réduire le nombre d'infractions aux règles de santé et de diminuer le coût des soins préventifs.

((L'ensemble du secteur des soins de longue durée a besoin d'une nouvelle direction, tout comme les soins de santé en général. Tous les programmes sociaux doivent être axés sur l'être humain. Les travailleurs qui effectuent le travail, y compris les professionnels, et les personnes qu'ils servent, sont ceux qui savent ce qu'il faut faire pour humaniser les soins de longue durée aux personnes âgées. Leurs nombreuses luttes pour leurs droits pendant la

pandémie font ressortir que ce sont eux qui doivent décider, ce que le plan de Biden rejette.)

### **Plus d'informations sur la façon dont le plan paie les riches et renforce leur contrôle**

La Maison-Blanche écrit : « Lancer la fabrication d'énergie propre par le biais de marchés publics fédéraux. Le gouvernement fédéral dépense plus d'un demi-billion de dollars pour acheter des biens et des services chaque année. D'ici 2050, les États-Unis auront besoin de plus de véhicules électriques, de bornes de recharge et de thermopompes électriques pour le chauffage résidentiel et les bâtiments commerciaux. Le président demande au Congrès de permettre la fabrication de ces voitures, bornes, pompes et matériaux propres, ainsi que de technologies essentielles telles que les réacteurs nucléaires avancés et le combustible, ici, chez nous, grâce à un investissement de 46 milliards de dollars dans le pouvoir d'achat fédéral [...] Que ce soit TOUTE l'Amérique. Le président estime que nous devons construire une infrastructure sociale pour soutenir l'innovation et la productivité dans tout le pays. Il demande au Congrès d'investir 20 milliards de dollars dans des centres régionaux d'innovation et dans un fonds de revitalisation communautaire. Au moins dix centres régionaux d'innovation mobiliseront des investissements privés pour stimuler le développement technologique, relier les économies urbaines et rurales et créer de nouvelles entreprises dans des régions autres que la poignée actuelle de centres à forte croissance. [Le plan prévoit] un investissement de 14 milliards de dollars dans le NIST [National Institute of Standards and Technology] pour réunir l'industrie, les universités et le gouvernement afin de faire progresser les technologies et les capacités essentielles à la compétitivité future [et] de quadrupler le soutien au Manufacturing Extensions Partnership. »

((Le plan d'infrastructure de Biden exige que les forces productives modernes soient mobilisées pour renforcer le pouvoir, la richesse et les privilèges de l'oligarchie au pouvoir. Mais ce contrôle et cette propriété privés sont en contradiction avec le caractère socialisé des forces productives modernes. Les forces productives doivent passer sous le contrôle de l'humanité socialisée, des travailleurs qui peuvent utiliser l'énorme puissance réelle et potentielle des moyens de production modernes pour humaniser l'environnement social et naturel et mettre fin à la motivation dépassée et arriérée du profit privé maximum qui exploite les travailleurs et déchire l'économie socialisée par une avidité insouciante, une concurrence et une guerre effrénées.))

#### **Note**

1. « FACT SHEET : President Biden Announces Support for the Bipartisan Infrastructure Framework », Maison-Blanche, 24 juin 2021

---

**(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)**

**PDF**

**ARCHIVES | ACCUEIL**

**Site Web : [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel : [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**